

Conseil des Sciences du Canada, *À partir de la base : Contribution des ONG canadiens à l'alimentation et à l'aménagement rural dans le Tiers-Monde*, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1980, 163 p.

Michel Houdjahoue

Volume 12, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701215ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701215ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houdjahoue, M. (1981). Compte rendu de [Conseil des Sciences du Canada, *À partir de la base : Contribution des ONG canadiens à l'alimentation et à l'aménagement rural dans le Tiers-Monde*, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1980, 163 p.] *Études internationales*, 12(2), 420–420.
<https://doi.org/10.7202/701215ar>

*RELATIONS INTERNATIONALES
DU CANADA*

Conseil des Sciences du Canada, *À partir de la base: Contribution des ONG canadiens à l'alimentation et à l'aménagement rural dans le Tiers-Monde*, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1980, 163 p.

La première partie de ce livre est consacrée au rôle des organismes non gouvernementaux canadiens en matière d'approvisionnement vivrier mondial entre 1968 et 1977 (pp. 9-94). L'auteur, Alan B. Amey, fait remarquer notamment que :

1) Les coopérants des ONG canadiens sont moins qualifiés que ceux de l'ACDI; mais le manque de qualification est compensé par leur enthousiasme et leur esprit d'initiative qui accroissent leur rendement, surtout dans les domaines de l'enseignement et de l'assistance technique.

2) Une modeste partie de l'aide au développement au Tiers-Monde est consacrée au secteur vivrier. Sur les 22 ONG canadiens étudiés, seule la Fondation Canadienne contre la Faim déclare que « l'agriculture est sa spécialité ». Les autres ONG attachent à l'agriculture un degré d'importance allant de moyen à faible et y consacrent moins d'un tiers de leur budget (p. 29).

Alan B. Amey analyse ensuite les modes de présentation de budget, l'élaboration des projets, le rôle et la place des femmes au sein des ONG et les principales causes des échecs de certains projets des ONG dans le Tiers-Monde. Il nous semble que c'est une bonne synthèse du rôle et des activités des ONG canadiens.

Il convient cependant de faire ressortir deux faiblesses de cette première partie :

1) L'auteur ne tient pas suffisamment compte des limites et contraintes des ONG, notamment en ce qui concerne leurs relations avec l'ACDI.

2) Le développement du Tiers-Monde ne se limite pas à des activités ponctuelles et à des projets isolés de tel ou tel ONG. Il s'agit d'un

problème global de changement de structures, tant au niveau des relations internationales qu'au niveau des structures internes des pays industrialisés et des pays du Tiers-Monde.

Nous avons constaté que la thèse de maîtrise de Gabrielle Lachance, *De l'Aide au développement, Les Organismes non gouvernementaux de Développement et Coopération internationale au Québec*, présentée à l'Université Laval en juin 1978 et publiée par le Gouvernement du Québec en 1979 à cause de la qualité du travail et de l'importance de la documentation ne figure pas dans la bibliographie du travail de Alan B. Amey. Il s'agit d'une lacune importante.

La deuxième partie du livre est consacrée à douze exposés de différents auteurs. Les exposés sont regroupés autour de deux thèmes principaux : a) les facteurs cruciaux de la qualité des projets (pp. 103-123); b) vue prospective sur les programmes agro-alimentaires des ONG (pp. 125-150). Ces exposés ne nous apprennent rien de nouveau sur le rôle, le fonctionnement, les limites et les contraintes des ONG. On aurait bien voulu en savoir plus. La deuxième partie du livre est un peu décevante, non pas par ce qui y est écrit, mais plutôt en raison de ce que les auteurs n'ont pas dit sur les ONG canadiens.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*Département d'histoire
Université Laval*

BOISVERT, Michel A. *Les implications économiques de la souveraineté-association: le Canada face à l'expérience des pays nordiques*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1980, 212 p.

Ce livre du professeur Boisvert, économiste à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Montréal, présente une analyse judicieuse et stimulante des enjeux économiques du projet de souveraineté-association au Canada. Comme tant d'autres, l'auteur se base sur la méthode comparative: « une façon... d'estimer les répercussions d'un changement profond dans une société donnée est de vérifier